

## « L'Iran à l'heure des révolutions arabes »

par Jean-Louis Bianco\*

(Revue de l'ENA, septembre 2011)

On oublie parfois que le mouvement de protestation en Iran, « le mouvement vert » ou « révolte verte », a précédé les révolutions arabes. Le vert, couleur des descendants du prophète, a été choisie pour sa campagne par l'un des deux principaux candidats d'opposition, M. Moussavi. N'ayant pas le droit de coller des affiches, certains de ses partisans ont eu l'idée d'utiliser des vêtements et accessoires de couleur verte.

La réélection triomphale du président sortant Ahmadinejad le 12 juin 2009, a été le résultat d'une fraude massive. Dès le lendemain du scrutin, des milliers de personnes manifestent à Téhéran. La répression s'organise immédiatement. Un centaine de responsables réformateurs sont arrêtés le soir même, les deux candidats « perdants » sont assignés à domicile « pour les protéger ». Le jour même, un vendredi, les envois de textos sont bloqués, les principaux sites réformistes filtrés, tout comme les réseaux sociaux. Le principal réseau de téléphonie mobile est coupé dans la soirée de samedi, tandis que la presse reçoit l'ordre de ne publier ni les réactions de MM. Moussavi et Karoubi, ni d'informations sur les manifestations. Malgré tout, 3 millions de personnes défilent à Téhéran le 15 juin, derrière des pancartes qui demandent « Où est mon vote ? ».

Le point central qu'il faut avoir présent à l'esprit est que le combat est dès le début un combat autour de l'information. A l'origine du mouvement vert se trouve l'organisation par télévision nationale de véritables débats entre les candidats. Certains débats auraient été suivis par 50 millions de personnes. Il semble que la télévision iranienne se soit crue obligée de procéder ainsi pour contrer l'influence de la BBC, qui diffusait des émissions en persan depuis février 2009, et dont l'audience s'était envolée au printemps. Résultats : cet air de liberté a provoqué une participation électorale massive, de l'ordre de 85%, et une colère à la mesure de la fraude organisée par tous moyens en faveur de M. Ahmadinejad.

Si les manifestations se sont étiolées au cours de l'été 2009 les opposants ont su utiliser des commémorations officielles, comme celle de l'Achoura – en mémoire de l'assassinat de l'imam Hussein – en décembre 2009.

Le mouvement vert, avant les révolutions arabes, s'est organisé en recourant aux nouvelles technologies de l'information. En dépit du coût très élevé des connexions internet et de l'absence de haut débit, l'Iran compterait aujourd'hui près de 29 millions d'internautes, soit 38% de la population – 28% dans la Turquie voisine et 62% en France – L'Iran est aussi un des pays qui comptent le plus de blogs.

Le mouvement vert – et là encore on peut y voir une certaine analogie avec les révolutions arabes – ne s'est pas organisé autour d'un leader reconnu. M. Moussavi était un pur produit du régime, il avait été premier ministre pendant la guerre entre l'Iran et

l'Irak et avait soutenu les violentes purges qui ont marqué cette période. Sa principale force fut en réalité sa défaite électorale.

Le mouvement vert, comme les révolutions arabes, est disparate et porte des revendications diverses. Sans qu'on en ait la certitude, il est possible qu'une majorité des contestataires souhaite une solution démocratique à l'intérieur du système – ce qui apparaît évidemment aujourd'hui comme très peu probable.

Le mouvement vert s'inscrit aussi dans une tradition politique forte, propre à la société iranienne : loges maçonniques au XIX<sup>ème</sup> siècle, révolution constitutionnaliste de 1906 – 1911, création du premier parti communiste au Moyen Orient en 1920.

La protestation a rassemblé dans la rue des millions d'Iraniens, de tous âges et de toutes conditions. Mais les étudiants et les femmes ont joué un rôle décisif dans son déclenchement comme dans son organisation. Il y a aujourd'hui près de 4 millions d'étudiants dans un pays de 70 millions d'habitants. Il existe plus de 2 200 universités, chaque ville, même située dans les provinces les plus reculées, en ayant une, ce qui permet à des jeunes, même issus des classes pauvres et moyennes, de suivre des études supérieures.

A côté des aspects très traditionnalistes du régime, la société iranienne montre en même temps pour une part assez importante de sa population, des signes de modernité et d'occidentalisation. La fécondité est passée de 6,2 enfants par femme à 2 en 2006. La population est scolarisée à 80%. L'omniprésence des femmes est caractéristique de la société actuelle, malgré ou à cause du hidjab. 60% des étudiants sont des étudiantes.

Le rôle du mouvement féministe, qui est né en 2003, a été déterminant dans la contestation. Il s'agit du tout premier mouvement de fond depuis la révolution.

De la même manière, une partie très importante de la jeunesse est en cours de « désislamisation ». La religion a de plus en plus tendance à glisser sur elle, selon un chercheur, « comme l'eau sur les plumes d'un canard ».

Dans la répression, le pouvoir iranien a fait preuve d'une détermination sans faille. Il a réussi, à ce stade, à diminuer la visibilité de la contestation et à empêcher la structuration d'un mouvement divers, largement spontané, et dépourvu de véritables leaders.

Les premiers coups de feu ont été tirés sur les manifestants dès le 15 juin. Entre 5 et 10 000 personnes ont été arrêtées entre juin et décembre 2009. De nombreux étudiants emprisonnés ont été violés, torturés et tués. Les procès se sont multipliés pour « incitation à une révolution de velours » ou « actes nuisant à la sécurité nationale ». A la mi-juin 2011, l'ambassade de France dénombrait au moins 274 exécutions depuis le début de l'année. Et l'Iran avait été candidat au printemps 2010 à un siège au Conseil des droits de l'Homme ! Ajoutons que nombre de scientifiques ou de chercheurs non – iraniens ont été malmenés ou expulsés du pays, dès lors qu'ils refusent à servir de faire-valoir à la révolution islamique.

Face au printemps arabe, l'Iran a tenté un discours de récupération : il serait le triomphe de la révolution islamique. En réalité, c'est le mouvement vert qui a pu inspirer les révolutions arabes. Le régime iranien a voulu voir dans la chute du Président Ben Ali puis du Président Mubarak la conséquence de la proximité de ces dirigeants avec l'Occident. La réaction au soulèvement populaire en Libye a suivi la même logique, les relations entre Téhéran et Tripoli étant historiquement mauvaises. L'intervention occidentale n'en a pas moins été dénoncée comme une « nouvelle forme de colonialisme ».

Selon des informations rendues publiques par les services de renseignement occidentaux début juillet, le Guide suprême Khamenei aurait chargé la force al-Qods des Gardiens de la révolution d'apporter une assistance militaire au Colonel Kadhafi.

A Bahreïn, malgré l'existence d'une majorité chiite dominée par une minorité sunnite, l'Iran a été bien plus spectateur qu'acteur dans le déclenchement des événements. Il s'efforce d'utiliser ses capacités perturbatrices pour entretenir le désordre actuel.

Pour le régime iranien, les manifestations contre Bachar el - Assad seraient le résultat d'un complot étranger. Il ne faut pas oublier que pour l'Iran, la Syrie est le seul ami et allié fidèle - même si la Syrie aurait souhaité se dégager de cette amitié encombrante. Il n'y a aucun doute que l'Iran apporte une aide matérielle au pouvoir syrien dans son entreprise d'étouffement des mouvements de protestations.

Par un effet retour, les révoltes arabes ont été l'occasion pour le mouvement vert d'une grande manifestation le 14 février 2011 « en solidarité avec les peuples tunisien et égyptien et contre le dictateur », alors qu'aucune grande manifestation n'était intervenue depuis décembre 2009.

L'atmosphère créée par le printemps arabe a entraîné une certaine radicalisation. Pour la première fois, ce 14 février 2011, apparaît la revendication d'un renversement de régime et, nommément, du Guide suprême.

L'Iran ne peut espérer sortir gagnant des révolutions arabes. Certes, l'Égypte a fait depuis quelques mois des gestes qui témoignent d'une volonté d'ouverture. Mais pour autant le passage de l'Égypte dans le camp de l'Iran apparaît exclu, à la fois pour des raisons idéologiques et à cause des liens, toujours étroits, entre le Caire et Washington.

\*Jean Louis Bianco est député et Président du Conseil général des Alpes de Haute-Provence.